



## CONGRES DU SNUIPP-FSU DE SAINT MALO

### DISCOURS D'OUVERTURE

Sébastien SIHR, secrétaire général

« Bonjour à toutes et à tous,

Le SNUipp-FSU a 20 ans. 20 ans déjà. Et 20 ans après, une même conviction, un même engagement, celui de l'école, de ses élèves, de ses personnels. Pas n'importe quelle école, celle de la réussite de tous. Notre congrès fondateur le disait : « Transformer l'école, c'est changer les pratiques des enseignants autant que revendiquer des moyens suffisants pour mener à bien notre mission : la réussite des élèves ». Voilà, C'est notre boussole !

20 ans, l'heure n'est pas au bilan mais bien toujours à un combat renouvelé à chaque rentrée, à chaque budget, à chaque législature... Nous avons obtenu que l'école élémentaire et maternelle devienne une priorité. Au delà de l'annonce, ne faut-il pas y voir la reconnaissance depuis des années de nos luttes, de nos interventions, de nos propositions ? Tous ceux qui ont participé à la création du SNUipp et au delà tous les militants peuvent être fiers de cette reconnaissance de leurs actions et de leurs combats. Mais, cette priorité au primaire ne peut pas être qu'un slogan ministériel. Il faut transformer l'essai et passer aux travaux pratiques. Oui, je le dis ici fermement et sans concession alors que la rentrée scolaire est devant NOUS.

A ce congrès, ne devons-nous pas décréter la mobilisation générale pour que cette priorité se transforme en actes concrets, en actes tangibles, qui permettent à notre école d'avancer, à nos élèves de mieux réussir et aux enseignants de mieux travailler à cette réussite ?

Ce serait, je pense la meilleure façon de poursuivre les choix ambitieux engagés il y a 20 ans !

Une mobilisation d'autant plus nécessaire que, 20 ans après, s'il est un bilan auquel on ne peut se soustraire, c'est bien celui des injustices et des inégalités. C'est dire si notre combat pour l'école doit continuer. Après une progression foudroyante dans les années 60-70, notre école stagne depuis 1995. Notre école vit un

paradoxe insoutenable. Alors qu'elle devrait être le rempart contre les inégalités, elle a la singularité de les reproduire voire même de les accentuer et ce malgré l'engagement professionnel des enseignants sans faille. A tel point qu'aujourd'hui, certains viennent à douter que la réussite de tous soit même possible. Nous refusons de nous résigner à cette fatalité. Nous ne serions pas enseignants, si nous ne pensions pas que l'école est un des piliers de la République, que toute avancée pour une génération commence par elle, que l'école a cette responsabilité de faire vivre des droits dès le plus jeune âge, des droits qui seront autant d'exigences dans la vie citoyenne : le droit à l'égalité homme / femme, le droit à l'éducation pour les enfants d'étranger que leur famille ait ou non des papiers, le droit à un travail, le droit à la santé, le droit au logement, le droit à la culture, le droit à la différence...

A peine commence-t-on à énumérer tous ces droits que l'on en constate tous les manquements. Les enseignants qui travaillent dans les zones les plus difficiles savent combien la misère est une zone de non droit. L'école n'est pas hors sol. Plus de 3 millions de chômeurs, plus de 5 millions de demandeurs d'emploi, 8,6 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, un chiffre en augmentation constante depuis plus de 10 ans. Ces chiffres aujourd'hui donnent le vertige, Pour nous enseignants, ces chiffres ont des visages, ils portent des prénoms...

Ces enfants de l'exclusion mais aussi ceux des salariés victimes des plans de licenciements comme à Eufralib, Florange, Good year, Sanofi sont dans nos classes. Tout laisse à penser que la situation très difficile va encore se dégrader : de nouveaux plans sociaux sont annoncés. Sitôt qu'une action de société ne rapporte plus assez, des milliers de licenciements viennent encore s'ajouter comme à Virgin ou même à la Société générale. Et l'ANI va encore fragiliser la situation des salariés.

La situation sociale n'a rien de réjouissant. Face à la crise, l'éducation est une priorité, cette idée forte pour laquelle nous avons fermement bataillé a reçu un large écho dans l'opinion publique et jusqu'au plus haut sommet de l'Etat. C'est une bonne chose. Nous ne sommes plus au non remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite. Aujourd'hui, ce sont des perspectives clairement affichées de créations de postes qui sont même programmées.

Mais cette priorité à l'éducation ne s'accommode pas de budgets marqués par l'austérité. Nous qui travaillons sur les générations futures, nous ne pouvons pas attendre. Ces enfants et leurs familles ont besoin de la solidarité collective pour s'en sortir. Or les budgets sociaux sont en chute libre, un Français sur quatre déclare remettre à plus tard des soins indispensables faute de moyen pour les financer alors que la sécurité

sociale dérembourse et impose des franchises. Combien d'enseignant repère chez un enfant des troubles de la vue, de l'audition, des problèmes dentaires qui handicapent une scolarité normale ?

Et la barque risque encore de s'alourdir avec les futures négociations de l'Unédic sur l'indemnité de chômage, la préparation du budget 2014 en régression pour presque tous les services publics ou encore le dossier épineux des retraites. Sur ce point, la conférence sociale qui débutera le 21 juin prochain doit tracer les premières pistes gouvernementales de la future réforme des retraites. D'ores et déjà, le rapport Moreau qui propose de modifier les modalités de calcul des fonctionnaires en passant de 6 mois aux 10 dernières années, a envoyé un très mauvais signal alors que le gel salarial plombe déjà notre pouvoir d'achat. Non à la double peine. C'est un dossier qui est devant nous et pour lequel nous n'accepterons aucun recul. Il nous faudra convaincre que notre situation n'a rien d'un privilège et que d'autres financements sont possibles pour permettre à tous les salariés du pays de bénéficier d'un système de retraite, par répartition, juste et décent. Dès à présent, il nous faut mobiliser au plus près et nous tourner vers nos partenaires pour gagner l'unité la plus large.

Un euro par un euro, les Français paient de plus en plus. La réforme fiscale tant attendue pour mieux répartir les richesses se fait attendre. Un organisme peu suspect d'extravagances sociales a mené, récemment une enquête très intéressante sur les inégalités de revenus. Contre la crise, l'OCDE plaide pour plus de services publics, seuls moyens efficaces de faire reculer les inégalités ! La confédération européenne des syndicats ne dit pas autre chose. Les 27 et 28 juin prochain, elle appelle d'ailleurs à se mobiliser pour une Europe sociale génératrice d'emplois et de croissance. Ce cri d'alerte, nous devons le soutenir tant les orientations actuelles mènent à une impasse alors que l'Europe ne sera vraiment une chance qu'à condition qu'elle se penche sérieusement sur des politiques de croissance et de justice sociale.

Dans son incorrigible libéralisme, la commission européenne se permet même de demander une aggravation des politiques d'austérité qui ont conduit l'Espagne ou la Grèce à dépasser les 25% de taux de chômage. Cela ne peut plus durer. Aujourd'hui, ce sont des milliers d'enseignants portugais qui sont menacés de licenciement. On ne parle même pas de suppressions de classes mais de fermetures d'écoles. La cure d'austérité drastique vient de mettre l'école au pain sec menaçant tout simplement le droit à l'éducation de millions de petits portugais. Ces scénarios catastrophe, personne ne peut les accepter. Et je suis fier, au nom du SNUipp-FSU d'accueillir Albertina Pena, de la FENPROF, syndicaliste portugaise qui nous fait l'amitié d'être ici et à qui nous donnerons la parole au cours de cette matinée. Cette semaine, les syndicats portugais

appellent à la grève pour défendre l'Education. Et bien, avec l'ensemble du Snuipp-FSU, je vous apporte tout notre soutien fraternel et militant.

Il y a urgence. Ces politiques, sources d'inégalités, d'exclusion, de précarité et de chômage font le lit des idées populistes. Dans cette situation délétère, on entend monter les discours extrêmes d'exclusion et de haine et même, horreur, on assiste à des passages à l'acte. La mort du jeune Clément Méric constitue un drame inacceptable qui nous engage à combattre encore et encore les discours haineux, raciste, xénophobe et leur violence, portés par une idéologie d'extrême droite.

Les récentes manifestations contre le mariage pour tous avec leurs relents homophobes en sont une autre expression inquiétante. Nous devons nous féliciter du vote solennel d'une loi qui ouvre enfin des droits pour les couples de même sexes. C'est aussi notre rôle de poursuivre notre engagement pour faire évoluer les mentalités. Notre colloque du 16 mai dernier sur l'éducation contre l'homophobie et pour lutter, à l'école, contre les discriminations et les stéréotypes sexistes constitue un engagement fort. Nous menons la bataille d'idée. Comme à notre habitude, on n'a laissé notre place à personne, n'en déplaise aux conservateurs et au *Figaro* qui nous accusent, trois colonnes à la UNE, de mettre en danger notre jeunesse. Au SNUipp et avec la FSU, on ne doit rien lâcher pour les valeurs d'égalité, de dignité et de solidarité. Le combat est rude mais nous ne l'esquivons pas.

Nous n'esquivons aucun combat, devrais-je dire. S'il n'est pas réaliste d'attendre de l'école qu'elle puisse tout régler, sans agir en même temps sur son environnement social, on ne peut pas non plus attendre que tous les problèmes de la société soient réglés pour agir pour l'école. Au Snuipp, nous savons que les élèves ne peuvent pas attendre. Depuis 20 ans, au lieu de favoriser l'école primaire, on l'a rabaissée. Ces dernières années, elle a été montrée du doigt, ses enseignants, mis sur la sellette, notre métier, humilié, un ministre estimant même qu'il était indécent de former des enseignants à « BAC + 5 » pour changer des couches-culottes en maternelle. C'était le temps du mépris et des coupes budgétaires qui a fortement dégradé les conditions morales, matérielles et de travail des enseignants. C'était le temps des projets des EPEP, des évaluations sanctions, pour les élèves comme pour les enseignants.

Cette dégradation se mesure : 80 000 postes en moins sur le dernier quinquennat, 150 000 élèves de moins de trois ans mis à la porte de l'école, plus de 2 500 classes fermées, une remontée des effectifs d'élèves par classe, la proportion des élèves en difficulté passant de 14 à 19 % en 10 ans, une augmentation des inégalités en lecture entre les élèves en éducation prioritaire et hors ZEP, une formation professionnelle initiale et continue sacrifiée, plus de 5 000 postes de RASED liquidés. Et on aurait voulu faire taire notre colère !

Dans ce contexte, le Snuipp-FSU n'a rien cédé de ses ambitions. Notre boussole en main. Comme toujours, quand les politiques veulent faire perdre le nord à l'Ecole, on retrouve le SNUipp à la pointe des mobilisations. Nous avons engagé une véritable bataille d'opinion. Aujourd'hui, dans le discours public, l'idée de la priorité au primaire semble aller de soi. Mais, tout cela n'est pas le fruit du hasard. Il a fallu s'imposer et mobiliser avec des luttes multiples et incessantes au niveau national comme dans les départements : dans la contestation (grèves, manifestations du 18 mai 2011 devant le ministère, la fermeture des 1500 classes révélées, rassemblement), comme dans la proposition (colloques, universités d'automne, films, dossier de Fenêtres sur Cours), un SNUipp-FSU combatif et présent sur tous les fronts.

Aujourd'hui, cette priorité à l'école primaire, nous la retrouvons noir sur blanc dans la nouvelle loi d'orientation et de programmation. Retour de l'investissement éducatif avec la programmation de 60 000 postes, affirmation de la formation professionnelle avec les ESPE, plus de maitres que de classes, réhabilitation de la maternelle, cette loi offre de nouvelles perspectives.

Avec la FSU, nous sommes pugnaces. Nous avons poursuivi sans cesse nos interventions auprès des parlementaires pour faire bouger le texte, l'améliorer, comme sur le socle commun de connaissance, de compétences et de culture, ouvertement conçu aujourd'hui non comme une fin en soi mais comme tremplin pour poursuivre sa scolarité dans les voies du lycée, et en obtenant le droit à la formation continue et l'abandon de la régionalisation des formations professionnelles.

Nous restons lucides et nous serons tenaces. Cette loi est loin d'être parfaite mais elle constitue un point d'appui indéniable dont nous devons nous saisir pour obtenir de nouvelles transformations du fonctionnement de l'école et du métier d'enseignant. Nous le savons tous, une loi, quelle qu'elle soit, n'a pas le pouvoir magique de changer l'école. C'est à l'épreuve de sa mise en œuvre, de son déploiement effectif sur le terrain, dans les écoles, que nous jugerons de sa réelle efficacité pour la réussite des élèves. Aujourd'hui, maintenant que la Loi a été votée, nous arrivons à une étape déterminante. Rien ne se fera sans l'intervention des personnels. Et peut-être avons-nous, lors ce congrès, plus qu'à d'autres moments, une grande responsabilité. Il faut que cela avance et la pièce doit tomber du bon côté. Finies les belles paroles, finie l'incantation, finies les bonnes intentions. Place aux actes, place au changement dans les écoles ... pour de vrai. La priorité à l'école primaire ne peut pas être un rendez-vous manqué. Il faut que notre école avance. Parce que pour l'instant, la réforme des rythmes comme seule traduction de la priorité à l'école primaire, nous estimons que cela fait un peu mince. Les enseignants sont des professionnels exigeants, ils

ont besoin d'un cap lisible avec des priorités clairement affichées et concrètement mises en oeuvre sur le terrain.

Il faut que cela avance et la pièce doit tomber du bon côté : concernant la scolarisation des 2 ans, il ne s'agit pas de faire du chiffre mais bien de proposer des conditions d'accueil et de scolarisation adaptée à la spécificité de cette tranche d'âge si on veut en faire un levier pour la réussite scolaire.

Il faut que cela avance et la pièce doit tomber du bon côté aussi pour le dispositif « Plus de maître que de classe ». Une fois passée la satisfaction de voir tous ceux qui, dans l'administration comme ailleurs, ont combattu cette idée ou s'en moquaient la trouvant irréaliste, la tâche n'est pas simple. Nous appelons de nos vœux à sa réussite et nous demandons un déploiement massif et ciblé au cours du quinquennat. Mais, attention à ne pas rater le coche. Il s'agit de laisser de la liberté aux équipes pour utiliser ce moyen supplémentaire tout en les accompagnant et les soutenant de près. Notre colloque organisé en novembre sur le sujet l'a bien montré. Cela ne peut pas être une expérimentation vitrine sans lendemain. Cela ne peut pas être de l'injonction. Cela ne peut pas être confondu avec le RASED dont le rôle de spécialiste de la difficulté scolaire doit être réaffirmé, et conforté. Cela ne peut pas être l'enseignant des élèves en échec. La lutte contre l'échec scolaire, ce n'est pas l'affaire d'un seul enseignant, c'est le défi d'une école, d'une équipe d'enseignement auquel appartient le maître supplémentaire, comme une richesse de plus. Seul, on bute contre les difficultés de certains élèves, seul, on s'épuise, A plusieurs, on est plus intelligents, plus forts...

C'est pour cette raison que nous considérons que le « plus de maîtres que de classes » doit permettre aux enseignants de travailler autrement avec les élèves et d'instaurer au cours d'une journée de classe de la souplesse dans les temps d'apprentissage ( petits groupes, décloisonnement, co-intervention, ....) A l'heure où la question des rythmes scolaires est posée, voilà une belle occasion d'adapter les rythmes d'apprentissage aux besoins des élèves.

C'est sûr, pour un ministre en quête de fenêtre cathodique, c'est sans doute moins spectaculaire qu'une annonce sur le mercredi matin ou les grandes vacances... mais, pour les élèves en quête, eux, de réussite, nous savons, nous, professionnels exigeants, que c'est là, un levier essentiel pour améliorer les apprentissages...

Il faut que cela avance et la pièce doit tomber du bon côté pour la formation des enseignants. Le retour à la formation professionnelle des enseignants est acté dans la Loi, mais sur le terrain la mise en place des ESPE pour la rentrée 2013 est dans le flou. La situation doit rapidement se clarifier. De même, pour la formation

continue, levier indispensable, tout est au point mort. Et ce n'est pas avec trois conférences en ligne sur la maternelle programmées à la rentrée que la grande refondation pédagogique est en marche !

Il faut que cela avance et la pièce doit tomber du bon côté pour les nouveaux programmes. Le ministre les annonce pour la rentrée 2015. Fort bien. C'est nécessaire tant ceux de 2008, contestés, sentaient la craie et le tablier gris. Mais, je le dis, aujourd'hui, en ce lieu, au ministre : les enseignants doivent être associés, consultés, impliqués dans l'élaboration de ces nouveaux programmes. En premier lieu, nous demandons qu'un bilan des programmes de 2008 soit fait par les enseignants, dans le premier trimestre de la rentrée 2013, avec une journée banalisée. Cette réflexion indispensable doit nourrir le prochain travail du Conseil Supérieur des Programmes qui aura en charge la rédaction des nouveaux contenus d'enseignement.

Il faut que cela avance et la pièce doit tomber du bon côté aussi pour notre métier et nos collègues. Revaloriser le primaire, c'est aussi revaloriser ses enseignants. Dans une société où le rapport aux enfants comme celui aux savoirs se modifient à grande allure, l'identité professionnelle des enseignants du primaire reste peu pensée et donc sous-valorisée.

Il serait temps de soutenir leur énergie, de les conforter dans leurs investissements pour l'école et de leur redonner la fierté du métier. Nous n'avons cessé de le dire. Nos universités d'automne le démontrent chaque année. Professeur des écoles est un métier complexe, exigeant où chacun s'investit sans compter. Notamment sans compter ses heures comme nous l'avons clamé à l'opinion publique avec notre campagne sur la réalité du temps de travail des enseignants : 27 heures de services et au final 43 heures de travail hebdomadaires. Si une première reconnaissance a été actée dans la nouvelle définition des 108 heures avec 24 heures annuelles supplémentaires pour le travail en équipe et la concertation, il faudra bien aller plus loin. Le ministre veut ouvrir le chantier du métier d'enseignant à l'automne. Et il faudra compter avec nous. Nous y serons.

Tout comme nous serons à la table des discussions pour que se concrétisent de premières mesures salariales pour les PE : la création d'une indemnité pour reconnaître enfin un grand nombre de missions effectués auprès des élèves et des familles et l'élargissement du taux d'accès à la hors classe sont enfin sur la table. Là, encore le Snuipp-FSU a été sur le devant de la scène pour rendre public le décalage avec les standards européens et au sein de tous les corps enseignants. Il est plus que temps de reconnaître aujourd'hui aux

enseignants du primaire une professionnalité bien supérieure que celle du sympathique hussard de la République.

Pareillement, pour la direction et le fonctionnement de l'école, le seuil de tolérance est atteint. Depuis trop longtemps, ce dossier est en souffrance. Le ministre vient de nous écrire pour fixer un premier groupe de travail qui s'ouvrira après notre congrès. Là, encore, il faut que la pièce tombe du bon côté. Le ministre n'évoque pour l'heure qu'une discussion sur la redéfinition des missions. Si essentielle soit-elle, cela n'y suffira pas. Le Snuipp-FSU ne se complaira pas dans cette marge. Depuis trop longtemps, les directeurs bricolent : temps de décharge, aide administrative et au fonctionnement de l'école, formation, revalorisation ne pourront être esquivés.

Pour que la pièce tombe du bon côté, rien ne se fera sans les enseignants. Je l'ai évoqué au sujet des programmes. Mais, il s'agit d'une nécessité pour tous sujets. La première étape de la refondation n'a pas associé les enseignants. S'il est bien entendu que l'école n'appartient pas aux seuls enseignants, ils ont leur mot à dire sur l'évolution de l'école, les réformes en cours. Leur expertise constitue un atout, un appui. Qui peut croire que l'on fera bouger l'école sans s'appuyer sur ceux qui la font vivre au quotidien ?

Nous l'avions exprimé très clairement au ministre mais le Snuipp-FSU a surtout pris les choses en main. Nous, qui avons interrogé plus de 24 000 enseignants cet automne, quel beau travail de terrain ! Nous sommes la seule organisation à avoir relevé ce défi, à avoir mis en lumière les préoccupations professionnelles prioritaires de nos collègues à l'heure où celles-ci étaient reléguées au second plan par la réforme des rythmes.

La réforme des rythmes scolaires. Je souhaiterai m'arrêter un instant sur un dossier qui nous a beaucoup occupés. Je ne reviendrai pas sur les annonces intempestives et les atermoiements du ministre qui ont jeté le trouble dans les salles des maîtres. Le temps éducatif est un temps long, ce n'est pas celui de la course à la communication brouillonne. Faire avancer l'école et mobiliser tous les acteurs exige de la pédagogie, de la constance et de la concertation.

J'aimerais surtout revenir sur la ligne qui a guidé notre action dans la période. Cette séquence a été délicate pour tout le monde. Les coups de sang de certains de nos collègues, les inquiétudes et les interrogations d'autres, mais aussi les coups bas, les informations mensongères... il a fallu faire face.

Et pourtant, nous avons, toutes et tous, tenu la barre. Nous n'avons jamais tergiversé. Depuis le début notre ligne a été claire : Oui à une réforme des rythmes mais avec l'exigence de qualité et le discours de vérité. Dès

le mois d'octobre, c'est le Snuipp-FSU qui s'est adressé officiellement au premier ministre en lui faisant part de nos vives inquiétudes à propos d'une réforme des rythmes qui s'écartait des objectifs affichés par le ministre d'un mieux pour les enfants pour leur journée. Nous avons mis sur la table les vrais sujets : l'allègement de la journée scolaire à 5 heures, la mise en oeuvre des activités culturelles, artistiques et sportives de qualité pour tous les enfants, l'égalité de cette offre éducative sur tout le territoire, la gratuité de ces activités pour toutes les familles.

Dès ce mois d'octobre, nous avons mis en garde le ministre pour que cette réforme concilie réussite des élèves et reconnaissance des enseignants en prenant en compte leurs conditions de travail, notre situation de déclassement salariale qui n'a que trop duré et prenant en compte l'avis des enseignants via les conseils d'école.

Quelle grande déception....Force a été de constater que le décret sur l'aménagement du temps paru en janvier n'offre pas suffisamment de souplesse aux communes, chaque jour plus réticentes devant des difficultés bien réelles. Force est de constater la cacophonie sur le versement du fond d'amorçage de 250 millions d'euros ou le décret sur les taux d'encadrement du périscolaire qui vient de se faire retoquer au conseil d'Etat pour rupture d'égalité.

Demander le report partout où les conditions de réussite de la réforme n'était pas réunie, exiger la réécriture du décret nos demandes ont été et restent légitimes.

L'exigence de qualité et le discours de vérité : la journée de grève du 12 février a résonné fortement dans la profession. Ce jour là, nous avons su collectivement offrir un espace d'expression et de contestation à nos collègues dont l'avis devait être entendu, les conditions de vie professionnelle et personnelle prises en compte. Cette journée, nous l'avons construite, ensemble, dans un va-et-vient instantané et dans une démarche collective assumée. Nous avons eu le souci de nous rassembler prenant en compte la diversité des situations départementales. ET bien, oui, cela n'a pas été facile. On n'appelle pas 330 000 collègues à se mettre en grève par facilité. C'est une vraie responsabilité. Nous l'avons assumée pour dire notre déception de cette réforme, déception qui se vérifie aujourd'hui sur le terrain dans un certain nombre d'écoles, et affirmer notre exigence d'une réforme réussie pour tous les enfants sur tout le territoire.

Nous avons joué carte sur table. Nous n'avons pas été les adeptes du « débrouillez vous dans votre école et tout ira bien », mais nous n'avons pas gougouté pour autant, ni hurlé avec les loups nostalgiques de la

semaine de Darcos. Ni vendeurs de rêve, ni conservateurs butés. Nous sommes restés nous-mêmes, exigeant qualité et discours de vérité.

Cette ligne, nous la tenons encore aujourd'hui. Pour les écoles passant en 2013, à l'heure des choix, nous sommes en première ligne pour défendre et porter les projets de nos collègues, souvent rejoints d'ailleurs aujourd'hui par ceux qui chantaient, il n'y a pas si longtemps, « tout va très bien, madame la marquise ».

Dans les communes qui ont programmé leur passage pour 2014, la plupart des problèmes, pour réussir une belle journée scolaire et éducative pour les enfants, demeurent. On ne fera pas l'économie de la réécriture du décret pour permettre de la souplesse, de l'adaptation à la diversité et aux contraintes des situations locales. A nous de nous montrer audacieux lors de ce congrès et d'affiner, d'affirmer nos propositions.

Nous ne baissons pas les bras, la transformation de l'école est plus que jamais d'actualité, c'est plus que jamais notre objectif, c'est plus que jamais notre engagement. Mais, comme le rappelle notre sigle de syndicat unitaire, nous avons toujours pensé que c'est dans l'unité que les choses se gagnent.

Nous connaissons les théories selon lesquelles le monde en général et syndical en particulier serait divisé en deux. D'un côté le camp réformiste, de l'autre les radicaux. Ah, le beau syndicalisme raconté aux petits enfants ! C'est une construction d'appareil qui ne correspond pas à la réalité du terrain et aux attentes de nos collègues.

Au SNUipp et avec notre fédération, nous ne jouerons pas cette mauvaise carte. Elle est perdante pour le syndicalisme, perdante pour l'Ecole et la réussite des élèves, perdante pour nos collègues.

Au SNUipp-FSU, nous refusons cet antagonisme binaire et simpliste. Pour faire avancer l'école et la société, notre syndicalisme doit marcher sur 2 jambes : une jambe contestataire, une jambe pro-réforme, un SNUipp-FSU combatif et constructif, un syndicalisme d'action et de propositions. L'équilibre n'est pas toujours facile à tenir tant il est aisé et simpliste de mettre les gens dans des cases. Mais notre ambition syndicale d'il y a 20 ans est encore vivace. Contester, proposer, débattre et rassembler le plus grand nombre pour construire un indispensable rapport de force.

La fonction de militant syndical est parfois rude dans ces temps de crise, de disqualification des institutions. Pourtant, les enseignants continuent de nous faire confiance. Les dernières élections professionnelles nous ont confortés comme première force syndicale du primaire. Le SNUipp-FSU est incontournable. Combatif et engagé. Rien n'est jamais gagné. La profession se renouvelle, développe un nouveau rapport au syndicalisme. La syndicalisation doit devenir des priorités. Un tiers des sections départementales continue de progresser en

syndicalisation, certaines fortement. Ce doit être un axe fort de notre activité pour asseoir notre force, faire entrer de nouvelles et nouveaux militants, car chacun a sa place au SNUipp, avec ses idées, ses préoccupations, son envie, son enthousiasme pour notre métier. Notre force, c'est notre implantation sur le terrain, c'est le travail engagé par vous tous, militants des sections départementales, un engagement indéfectible qu'il me faut saluer. Que serait la société sans engagement ? Que serait notre école sans vous, sans ses militants syndicaux, ses mouvements pédagogiques, ses associations complémentaires, ses mouvements mutualistes ? Notre société, notre école ne peut se passer d'un syndicalisme fort. Nous avons besoin de rencontrer nos collègues, car c'est avec eux que nous mobiliserons pour changer l'école.

Pour cela, il faut aussi que le ministère redonne toute sa place au droit syndical. Il a été mis à mal par l'ancien gouvernement. Il faut que cela change là aussi.

Tous les sondages répètent à l'envi que les enseignants sont prêts à s'engager pour la réussite de l'école et de leurs élèves, mais qu'ils se sentent dépourvus des soutiens et des moyens de le faire. Le travail syndical est ainsi tracé : imaginons les moyens de transformer l'école pour qu'elle s'attaque réellement à la réussite de tous et torde le cou à ces inégalités insupportables, gagnons la reconnaissance et la revalorisation d'enseignants de maternelle et d'élémentaire qui sont à la base de toutes les études futures et de la vie citoyenne.

En vingt ans, nous avons gagné la priorité au primaire, l'idée d'une transformation de l'école avec plus de maître que de classe, un nouveau regard porté sur les enseignants. Continuons donc.... nous avons encore du chemin à parcourir. La mobilisation générale pour l'école et les enseignants, c'est maintenant.

Ce congrès doit nous permettre de poursuivre notre mouvement en faveur de la transformation de l'école, en construisant ensemble de nouvelles perspectives de réflexion, de travail, de propositions et d'actions. A nous d'être audacieux et inventifs. Je vous le souhaite. C'est un beau défi ! Bon congrès à toutes et à tous. »

Saint Malo, le 11 juin 2013